

percevoir des contribuables plus de 14 milliards et demi de dollars. C'est de l'argent. On réduit d'autant le pouvoir d'achat de chaque contribuable; donc, on empêche d'autant chacun de pouvoir écouler la production qui existe au Canada.

Une autre façon, pour le gouvernement, d'appliquer sa politique monétaire ou fiscale, pour se financer, c'est d'emprunter et non pas sur le marché canadien ou de la Banque du Canada, mais des autres pays.

Monsieur l'Orateur, dans le livre intitulé, *Où va l'argent de vos impôts?* Publié par le Conseil du Trésor il est dit ce qui suit, et je cite:

La dette publique du Canada s'élevait à \$38 milliards en octobre 1970...

Il est aussi dit au sujet de l'honorable ministre des Finances (M. Benson), à la page 23, ce qui suit, et je cite:

... et le ministre des Finances prévoit des emprunts de 1 milliard 900 millions de dollars en 1971-72.

N'oublions pas aussi qu'il est écrit à la page 24 ce qui suit:

Le service de la dette, soit le paiement des intérêts et l'amortissement du capital, coûtera un milliard 995 millions de dollars en 1971-72, ou 14 cents par dollar...

Monsieur l'Orateur, cela veut dire que les seules sources que le gouvernement prétend posséder pour se financer, ce sont les impôts, qui réduisent le pouvoir d'achat des Canadiens, et le système d'endettement perpétuel par le recours aux capitaux étrangers. Cela veut dire que dans les deux cas, on accroît l'endettement des Canadiens et que, par conséquent, on enlève aux contribuables le pouvoir d'achat qui lui permettrait de se procurer les biens de consommation.

Nous, du Ralliement créditiste, disons au gouvernement que la première chose qu'il doit faire pour se financer, c'est d'avoir recours à la Banque du Canada et de lui ordonner de mettre l'argent nécessaire en circulation par l'émission de crédits nouveaux, selon l'équilibre qui existe entre la production globale et la consommation globale du Canada. Qu'on émette la différence en crédits nécessaires, à l'intention des contribuables, sous la forme de dividende national et d'escompte compensé, afin de permettre aux contribuables canadiens d'écouler la production déjà accumulée.

Monsieur l'Orateur, l'autre grande erreur de ce gouvernement,—et voilà pourquoi j'approuve la motion de blâme à l'étude—c'est que pendant qu'il axe toute sa politique économique sur l'accroissement de la production, il ne présente aucun projet de loi susceptible d'améliorer le sort des consommateurs.

• (8.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, il n'est pas un Canadien qui ne soit en même temps un producteur—producteur de machines en série, producteur de services, producteur de loisirs—et un consommateur. Mais il est producteur grâce à la machine ou à son propre travail, détenant des diplômes ou non. Il est un producteur et on doit le payer en conséquence. Nous sommes d'accord là-dessus.

Mais le même citoyen est aussi un consommateur. Le gouvernement doit donc, pour assurer une croissance économique continue au Canada, tenir compte de ces deux qualités des Canadiens, pour assurer une politique économique progressive.

Monsieur l'Orateur, cela veut dire que le gouvernement doit—et cela est extrêmement urgent—présenter des mesures fiscale et monétaire visant à accroître le pouvoir d'achat des contribuables canadiens.

Une politique fiscale visant à accroître le pouvoir d'achat comme, par exemple, la diminution de certains impôts, l'annulation de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, aurait pour effet immédiat d'accélérer le développement, dans le domaine de l'habitation, au Canada. Ce serait une politique positive visant à accélérer le développement économique. Mais non! On dit toujours: Serrez-vous la ceinture.

Monsieur l'Orateur, il faudra, un jour ou l'autre, que ce gouvernement, qui est à la solde de la haute finance, tienne aux banques à charte et à la haute finance le même langage qu'il tient aux Canadiens, et particulièrement aux journalistes.

Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) disait récemment, comme l'atteste un numéro du journal *Montreal-Matin*, du mois de février, et je cite:

Trudeau blâme le secteur ouvrier de n'avoir pas voulu se serrer la ceinture.

Non seulement les ouvriers doivent-ils se serrer la ceinture, mais ils manquent des nécessités élémentaires de la vie. Et en même temps, le gouvernement permet aux banques à charte d'accroître leur profit au-delà de 28 p. 100, au cours de la même année.

Monsieur l'Orateur, voilà un véritable illogisme, qui montre que le gouvernement n'a pour tout souci que de servir la haute finance, parce qu'il en est l'esclave au lieu de s'employer à servir la population canadienne. Si le gouvernement voulait réellement servir les intérêts de la population canadienne, il adopterait dès maintenant une politique fiscale visant à réduire les impôts et une politique monétaire susceptible d'accroître le pouvoir d'achat de chaque Canadien, afin de créer un équilibre entre les forces de la production et celles de la consommation.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement a dit qu'il fallait combattre l'inflation. Pour montrer son peu de sérieux, le 24 décembre, le premier ministre disait, sans crier gare, après deux ans de «galopage» pour tâcher de rattraper l'inflation: On a fini de lutter contre l'inflation, on l'a enfin matée.

Monsieur l'Orateur, je cite un article de l'*Ottawa Citizen*:

We have licked inflation—Prime Minister Trudeau.

Monsieur l'Orateur, c'était là, d'après le très honorable premier ministre, l'aboutissement de sa politique. Or, hier, le député libéral de Montréal-Bourassa (M. Trudel) disait devant la Chambre de commerce de Montréal, comme on peut le lire dans le Journal *La Presse* du 24 mars:

L'inflation est sur le point d'être vaincue.

Monsieur l'Orateur, on aimerait savoir lequel des deux dit la vérité. Est-ce que l'inflation a fini de «galoper» ou est-ce qu'elle court encore? Il faudrait le savoir afin de pouvoir la brider. Qu'on se décide!

Monsieur l'Orateur, ce n'est pas tout. M. John Young, président de la Commission des prix et des revenus, disait: Ce n'est pas ma faute si le chômage a augmenté, ce n'est pas moi qui suis responsable. On n'a jamais dit que c'était lui le responsable, mais on a dit qu'il n'y avait absolument rien de changé dans le système économique.